

RÉFÉRENCES SECTEUR PUBLIC LOCAL

Les finances des collectivités territoriales, des groupements à fiscalité propre, des établissements publics de santé, sociaux et médico-sociaux

Premiers résultats 2008 des finances locales

Évolution financière d'ensemble

Les données chiffrées de 2008 figurant dans la présente note ont été obtenues à partir de l'exécution comptable des budgets¹ des collectivités et établissements arrêtés au 31 mars 2009. Toutes les collectivités n'ayant pas clôturé leurs comptes à cette date, les données figurant dans la présente note ne peuvent être considérées comme définitives.

Ainsi, les évolutions et les montants présentés dans cette note sont des estimations.

Le champ des collectivités couvert par la présente étude comprend les collectivités territoriales (communes, départements, régions), les groupements à fiscalité propre (GFP)², les établissements publics de santé (EPS) ainsi que les établissements publics sociaux et médico-sociaux (EPSMS).

Toutefois, ces deux dernières catégories d'établissements publics feront l'objet d'un développement distinct en raison de la spécificité de leur mode de financement et de leur activité et ne sont donc pas intégrées aux 3 tableaux généraux de cette première partie.

Equilibre financier global (collectivités territoriales + GFP)

en millions d'euros

	2006	2007	07/06 en %	estimations 2008	08/07 en %
Dépenses totales*	195 894	208 991	+6,7	214 771	+2,8
Recettes totales*	197 519	207 744	+5,2	214 178	+3,1
Charges de fonctionnement (1)	132 560	140 986	+6,4	148 104	+5,0
Produits de fonctionnement (2)	161 682	169 799	+5,0	175 334	+3,3
Autofinancement (A) = (2)-(1)	29 123	28 814	-1,1	27 229	-5,5
Emplois d'investissement (hors dette)	50 938	56 850	+11,6	55 187	-2,9
Ressources d'investissement (hors emprunts)	18 708	20 332	+8,7	19 828	-2,5
Variation de l'endettement (emprunts - remboursements)	4 733	6 457	n.s.**	7 536	n.s.**

(*) hors refinancements et opérations de gestion de la dette (lorsque celles-ci ont pu être identifiées) - (**) non significatif

¹ Budgets principaux seuls, sauf pour les établissements publics de santé pour lesquels les budgets annexes sont agrégés.

² communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes et syndicats d'agglomération nouvelle

En 2008, les dépenses totales des collectivités territoriales et des groupements à fiscalité propre progressent de 2,8% et atteignent près de 215 milliards d'euros.

La progression des charges de fonctionnement est légèrement inférieure à celle enregistrée l'année précédente (5% d'augmentation contre 6,4% entre 2006 et 2007). En revanche, les emplois d'investissement enregistrent une baisse. En effet, alors qu'en 2007, ils réalisaient une croissance à deux chiffres (+11,6%), ils baissent de pratiquement 3% entre 2007 et 2008.

Les recettes totales, hors emprunts, des collectivités territoriales et des groupements à fiscalité propre augmentent en 2008 de 3,1% pour s'établir à un peu plus de 214 milliards d'euros.

L'augmentation des recettes totales est inférieure à celle enregistrée pour l'exercice précédent (+5,2%). Comme pour les dépenses, les ressources d'investissement subissent la plus forte inflexion, passant d'une croissance de 8,7% entre 2006 et 2007 à une diminution de 2,5% entre 2007 et 2008.

Fonctionnement (collectivités territoriales + GFP)

en millions d'euros

	2006	2007	07/06 en %	estimations 2008	08/07 en %
Charges de fonctionnement (1)	132 560	140 986	+6,4	148 104	+5,0
Achats et charges externes	25 508	26 204	+2,7	27 410	+4,6
Frais de personnel	40 704	44 509	+9,3	48 025	+7,9
Reversement de fiscalité des GFP	8 327	8 402	+0,9	8 506	+1,2
Subventions et contingents	50 110	53 427	+6,6	55 251	+3,4
Charges financières	3 842	4 171	+8,5	4 562	+9,4
Autres charges de fonctionnement	4 067	4 273	+5,1	4 350	+1,8
Produits de fonctionnement (2)	161 682	169 799	+5,0	175 334	+3,3
Impôts directs	60 569	62 422	+3,1	65 071	+4,2
Impôts indirects et autres taxes	27 809	31 681	+13,9	33 375	+5,3
Concours de l'Etat	46 896	47 700	+1,7	48 223	+1,1
- DGF	37 976	38 930	+2,5	39 692	+2,0
- Autres dotations	3 790	3 715	-2,0	3 746	+0,8
- Péréquation et compensations fiscales	5 130	5 028	-2,0	4 785	-4,8
Subventions et participations	7 238	7 807	+7,9	7 977	+2,2
Autres produits de fonctionnement	19 169	20 189	+5,3	20 687	+2,5
Autofinancement (A)=(2) - (1)	29 123	28 814	-1,1	27 229	-5,5

Fonctionnement

Les **charges de fonctionnement** des collectivités territoriales et des groupements à fiscalité propre progressent de 5% en 2008.

Les **achats et charges externes** enregistrent une progression plus soutenue qu'en 2007 (+4,6% contre +2,7%).

La croissance des **charges de personnel** reste importante mais connaît une légère inflexion par rapport à l'année précédente (+7,9% contre 9,3%), liée au tarissement des transferts des personnels techniciens et ouvriers de service de l'éducation nationale et des personnels des directions départementales de l'équipement pour les départements et les régions.

Les **charges financières** continuent leur progression (+9,4%), sous l'effet principal de l'augmentation de l'endettement.

Les **produits de fonctionnement** progressent en 2008 de 3,3%. Cette évolution résulte notamment du dynamisme **des impôts directs**, qui progressent de 4,2%.

A contrario, les **impôts indirects et autres taxes** connaissent une progression plus ralentie (+5,3% contre 13,9% l'an dernier), en raison notamment de moindres recettes issues des droits de mutation à titre onéreux.

Les **dotations de fonctionnement de l'Etat** progressent de 1,1%. Parmi celles-ci, la dotation globale de fonctionnement augmente de 2%, les départements enregistrant la plus forte augmentation (+2,1%).

Pour la section de fonctionnement, alors que les dépenses conservent un rythme de croissance soutenu, la hausse plus modérée des recettes a comme conséquence un recul de **l'autofinancement** des collectivités territoriales et des groupements à fiscalité propre (-5,5%). Il diminue pour toutes les catégories de collectivités, à l'exception des régions, dont l'autofinancement progresse de 2,6%.

Investissement

Après plusieurs exercices de progression, les **emplois d'investissement** (hors dette) marquent le pas en diminuant de 2,9%. Cette diminution est particulièrement sensible pour les communes (-8,1%) et pour les groupements à fiscalité propre (-1,4%) alors que les régions, et dans une moindre mesure les départements, conservent une évolution positive (respectivement +4,1% et 1%).

Les **dépenses d'équipement** suivent la même tendance baissière (-3,2%). Les dépenses d'équipement des régions (+9,5%) et des

départements (+2,5%) sont cependant encore dynamiques.

Les **ressources d'investissement** (hors emprunt) enregistrent une baisse de 2,5%.

Si les autres dotations et subventions ainsi que les autres recettes décroissent en 2008, le **fonds de compensation de la TVA** est, quant à lui, particulièrement dynamique (+12,3%). Il s'agit là de la conséquence de la hausse de l'investissement constatée pour les exercices 2006 et 2007 pour toutes les catégories de collectivités.

Équilibre financier

L'autofinancement et les ressources d'investissement hors emprunt ne permettent pas, pour aucun type de collectivité ni pour les groupements à fiscalité propre, d'assurer la couverture totale des dépenses d'investissement. Les collectivités ont donc contracté en 2008 plus de 19 milliards d'euros d'emprunt. Dans le même temps, elles ont effectué des remboursements à hauteur de 11,5 milliards d'euros. L'endettement des collectivités augmente donc de près de 7,5 milliards d'euros.

Investissement (collectivités territoriales + GFP)

en millions d'euros

	2006	2007	07/06 en %	estimations 2008	08/07 en %
Emplois d'investissement (hors dette)	50 938	56 850	11,6	55 187	-2,9
Dépenses d'équipement	37 367	41 320	10,6	40 015	-3,2
Subventions d'équipement versées	11 363	12 972	14,2	13 068	0,7
Autres dépenses	2 208	2 557	15,8	2 104	-17,7
Ressources d'investissement (hors emprunts)	18 708	20 332	8,7	19 828	-2,5
FCTVA	4 248	4 488	5,7	5 043	12,3
Autres dotations et subventions	9 337	10 158	8,8	10 002	-1,5
Autres recettes (a)	5 123	5 686	11,0	4 783	-15,9
Remboursements d'emprunts*	12 396	11 156	-10,0	11 480	2,9
Emprunts*	17 129	17 613	2,8	19 016	8,0

(a) Produits de cessions, recettes sur travaux pour tiers...

* hors refinancements et opérations de gestion de la dette (lorsque celles-ci ont pu être identifiées)

La trésorerie du secteur public local

L'encours journalier moyen du compte au Trésor de l'ensemble du secteur public local s'élève en 2008 à 19 milliards d'euros. Il est stable par rapport à l'exercice 2007. Les collectivités locales et les groupements à fiscalité propre y contribuent à hauteur de 16,1 milliards d'euros.

Si le niveau moyen global est quasiment identique entre 2007 et 2008, pour certains types de collectivités, comme les départements, l'encours journalier de trésorerie est inférieur à celui de 2007 (-16% dans le cas des départements).

Les établissements publics hospitaliers et les établissements sociaux et médico-sociaux.

Les produits d'exploitation des **établissements publics hospitaliers** progressent (+4,7%) plus rapidement que les charges d'exploitation (+4%).

En conséquence, la capacité d'autofinancement des hôpitaux publics augmente pour la première fois depuis trois exercices (+542 millions d'euros). Toutefois, cette croissance s'avère inférieure en volume à la hausse des dépenses d'équipements des établissements (+741 millions d'euros entre 2007 et 2008) et, de fait, ils recourent de façon plus importante aux emprunts.

Quant aux **établissements sociaux et médico-sociaux**, leurs dépenses d'exploitation (+7,2%) augmentent plus fortement que leurs produits (+6,5%), d'où un léger recul de leur autofinancement(-2,2%).

L'investissement de cette catégorie d'établissements reste encore soutenu en 2008 (+13,5%).

